

De: gueant bernard <gueant.bernard@yahoo.fr>

Objet: [snasub-fsu] TOUS ENSEMBLE contre le SDI et les suppressions de postes !

À: snasub-fsu@ac-amiens.fr

Date: Mercredi 2 juin 2010, 22h25

Cher(e)s collègues,

Le SDI (schéma directeur des infrastructures) prévoit un redéploiement de 150 emplois d'informaticiens des différents services informatiques académiques sur 5 ans !

**Ce jeudi 3 juin, pour marquer leur détermination à contester le schéma directeur des infrastructures (SDI), les personnels de la Division informatique se rassembleront une nouvelle fois, sur leur temps de pause, devant l'entrée principale du Rectorat.**

Nous considérons que le schéma directeur des infrastructures impose externalisation, concentration et restructuration, tout en excluant totalement l'intérêt du service public d'éducation et l'avenir des personnels.

SDI est bien le versant « informatique » de la RGPP appliquée aux services administratifs.

Si les services informatiques disparaissent des services déconcentrés c'est bien à très court terme, la mort des services déconcentrés eux-mêmes qui est en jeu.

Nous invitons l'ensemble des collègues du rectorat à manifester leur solidarité à ce mouvement, à dire non au mépris, à la RGPP et au SDI !

**Prenons notre pique-nique ENSEMBLE, personnels administratifs et informaticiens, de 12h 00 à 13h 30, comme devant tous les rectorats du Pays, à l'appel de l'intersyndicale nationale**

**Rassemblons-nous, soyons visibles dans l'unité la plus large et la plus forte ce jeudi entre 12h30 et 13h30 !**

Le Café pédagogique a publié [les documents remis aux inspecteurs d'académie](#) pour supprimer des postes dans les trois prochaines années : c'est bien l'intention de supprimer des milliers de postes, dont des centaines en services académiques, qui est à l'ordre du jour de Luc Châtel pour 2011 et les années à venir.

Voici un texte rédigé par l'intersyndicale Nationale Snptes-Unsa – Snasub-Fsu – Spaseen-Fo – Sgen-Cfdt – Un Sgpen-Cgt des informaticiens de l'Éducation nationale

**Ça suffit : NON aux nouvelles suppressions de postes pour les personnels non enseignants et**

## **ceux des services académiques !**

Le quotidien libération vient de publier sur son site des documents confidentiels du ministère de l'Éducation nationale proposant aux recteurs une douzaine de pistes pour supprimer des postes de 2011 à 2013, dans le cadre de la politique de la révision générale des politiques publiques.

Selon ces documents confidentiels, le ministère demande aux recteurs de «quantifier, à partir de leviers d'efficacité identifiés, les marges de manœuvre par académie, notamment pour 2011 et 2012». Et ce, «sans dégrader les performances globales» du système éducatif.

La RGPP ne connaît donc plus de limite aujourd'hui : ne répondant à aucune logique, si ce n'est à une destruction massive des postes de fonctionnaires et à la privatisation des services publics, le ministère entend donc passer aujourd'hui à la vitesse supérieure.

Le gouvernement profite de la crise actuelle pour répondre aux injonctions des marchés financiers et faire porter sur les fonctionnaires le poids de ses choix budgétaires en faveur de ces mêmes marchés. Insidieusement, ils instillent auprès de l'opinion publique le fait qu'il aurait trop de fonctionnaires, présentés de surcroît comme des privilégiés.

Il aggrave encore la situation en nous faisant porter la responsabilité de la dégradation du service public qu'il organise méthodiquement. Le cynisme lui non plus ne connaît plus de limites.

Depuis des mois les organisations syndicales attirent l'attention du recteur sur les dégradations du service public et des conditions de travail. Elles touchent l'ensemble de notre institution : écoles, collèges, lycées, inspections, services académiques, rien ni personne n'échappent à cette désolante réalité.

La précarité, le manque de moyens, la pression sur les objectifs rendent chaque jour plus difficile l'accomplissement de nos missions de service public. Ils engendrent stress, conflits et souffrance au travail. Et ce ne sont pas les primes de fonction et de résultats, qui changeront quoi que se soit. Bien au contraire, leur répartition aussi injuste qu'injustifiée ne fait qu'accroître le sentiment d'amertume du personnel.

À cela s'ajoute l'incroyable incurie du ministère dans la gestion de CHORUS et de ses applications satellites : elles préfigurent le schéma directeur des infrastructures avec la centralisation de la gestion du personnel et des examens et concours.

Là encore, cette réforme est dictée par la seule logique financière pour répondre aux exigences des marchés. Elle se traduira par une dégradation de nos missions et des suppressions de postes supplémentaires aussi bien d'informaticiens que d'administratifs.

Parce que nous exigeons tout simplement le respect !

Pour dire non au mépris, à la RGPP et au SDI !

**Administratifs et Informaticiens : TOUS ENSEMBLE CONTRE le SDI et les suppressions de postes !**

Bien cordialement,

Bernard GUEANT

Co Secrétaire Académique du Snasub/Fsu d'AMIENS

Site internet du Snasub d'Amiens :

<http://snasub-amiens.bernard-g.com/default.htm>